

La pratique syndicaliste révolutionnaire **ne saurait se limiter à la lutte revendicative immédiate**, au sein des entreprises, de même que l'horizon de nos combats n'ignore pas le contexte de la situation internationale. Le syndicalisme réformiste a depuis longtemps inscrit son action dans le seul cadre hexagonal, aussi n'assume-t-il aucun travail éducatif sur la marche du monde. Comprendre ce qui se passe sur le plan international est pourtant décisif car les conséquences pour les travailleurs de ce pays sont immenses.

- Les États, dans le monde entier, se livrent à une concurrence économique acharnée pour préserver ou gagner de nouvelles parts de marché. Les USA entendent conserver leur hégémonie impérialiste face à une Chine de plus en plus menaçante. Aussi le gouvernement américain impose par la force des règles sur le plan des échanges qui visent à maintenir sa domination. Nous assistons à la fin de la période dite de « mondialisation » qui concevait les différentes économies comme complémentaires. En imposant des droits de douane élevés les USA mettent la pression pour que les autres pays ouvrent des usines dans leur pays.

- L'heure pour le capitalisme : le retour à un protectionnisme économique, chaque pays tentant de se protéger. Il ne s'agit pas de relocaliser pour redonner du travail aux populations mais de disposer d'une capacité industrielle autonome, vitale en cas de guerre.

- Le 20 juin a été signé un nouvel accord militaire entre la Norvège, la Suède et la Finlande.

- Il faut 800 milliards pour « réarmer l'Europe ».

- De nouvelles alliances politiques se nouent ainsi les sommets des BRICS+ qui entendent être une alternative au G7, et regroupement 10 pays dont la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Iran, l'Indonésie, l'Égypte, notamment.

- Tous les États capitalistes mettent en place une économie de guerre : hausse généralisée des budgets consacrés à l'armée, retour du service militaire (en France pour l'instant appel au volontariat), priorisation d'une production axée sur la fabrication d'équipements militaires : drones, bombes, avions.

- Offensive idéologique nationaliste pour créer un sentiment d'Union Nationale liquidant toute référence à la lutte de classe.

Qui devra faire des sacrifices pour payer le coût de cette militarisation ? Les travailleuses et les travailleurs.

Face à la mise en place de cette économie de guerre les travailleurs doivent résister contre les licenciements présents et à venir (conséquences de la hausse des droits de douane), contre la précarité qui va s'intensifier, les hausses d'impôts ou les attaques contre les retraites. Différents secteurs publics, comme celui de la Santé et de la protection sociale, seront encore plus abandonnés. Ces résistances sont les seules qui peuvent, sinon éviter une nouvelle boucherie impérialiste, du moins la retarder.

CNT-SO POSTE 95

CNT-Solidarité Ouvrière Syndicat National des Activités Postales et des Télécommunications

06 02 34 06 29 poste-telecom@cnt-so.org

cntso-postales.bsky.social

so_postales

cnt-so.org

Bulletin d'adhésion

A renvoyer par courrier ou par email (adresse ci-dessus).

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :



CONNEXIONS = = DIRECTES

Bulletin du Syndicat National des Activités Postales et des Télécommunications
de la Confédération Nationale des Travailleur·euses - Solidarité Ouvrière



NOUS REJETONS L'ABANDON, NOUS RECONQUÉRONS NOS TERRITOIRES,

NOUS RÉCLAMONS LA POSTE !

Dans une France déchirée par l'injustice, la fracture sociale et la disparition progressive de nos territoires, La Poste doit redevenir le symbole de notre résistance collective, un pilier de la solidarité, un outil de libération citoyenne !

Ce n'est pas une simple entreprise, c'est une force de frappe contre l'oubli !

Chaque point de contact postal, chaque bureau, chaque facteur·trice déployé·e dans nos campagnes et nos quartiers est une barricade contre la désertification sociale. La Poste, c'est notre dernier rempart contre l'effacement des territoires, contre l'exclusion et la solitude. Nous devons la défendre, la renforcer, la faire exploser en tant qu'incarnation de la proximité, de la justice sociale.

Il faut crier haut : La Poste doit être notre arme contre l'indifférence et la domination des puissances mondiales !

Nous ne laisserons pas le numérique déshumaniser notre société.

Le progrès doit servir l'humain, pas le remplacer. Nos postier·ères, formé·es, équipé·es, engagé·es, sont des outils au service de l'humain, pour renforcer le lien social, pour garantir un accès équitable à tous·tes. La Poste doit devenir la forteresse d'un service public accessible, humain, solidaire.

En situation de crise, La Poste doit montrer sa puissance !



Les postier·ères avec leur solidarité, leur courage, leur engagement, doivent être reconnu·es comme une réponse concrète à l'abandon des pouvoirs publics. La Poste est la voix de la résistance face à la barbarie de l'oubli.

Nous devons faire face aux fractures sociales et territoriales, pas les fuir !

Il est temps de réagir, de faire front, de faire entendre notre voix.



La Poste, en tant qu'acteur essentiel de la cohésion, doit revitaliser le lien social, reconstruire la confiance, redonner du sens à cette France qui se sent abandonnée, oubliée.

Il est temps de réagir, de faire front, de faire entendre notre voix : La Poste n'est pas qu'un service, elle a un rôle important à jouer dans les territoires, nous devons être formé et reconnu pour ces nouvelles missions !

Assez de mensonges et de dérobades ! La Poste tente de faire passer la suppression des emplois de facteurs et des bureaux de Poste comme une évolution inévitable, alors qu'il s'agit d'un véritable plan d'éradication d'un service public essentiel. Le nombre de boîtes aux lettres diminuent drastiquement en 2025, La Poste en a retiré plus de 6.300, ce qui représente environ 5% du réseau dans le pays.

La dématérialisation et la baisse du courrier ne sont que des prétextes pour justifier la casse d'un métier historique et des bureaux qui relient nos territoires et maintient le lien social.

Il est inacceptable que la profession de facteur·trice soit sacrifiée sur l'autel de la rentabilité, avec une réduction de 34% des effectifs en seulement cinq ans, et une dégradation constante des services pour la population.

La vérité, c'est que La Poste veut supprimer des milliers d'emplois, réduire les tournées quotidiennes, et affaiblir le service public au nom du profit. 163 864 en février 2025 à 132 258 en 2030, une chute de 31 606 emplois !

Les habitant·es, comme à Gardanne, ressentent déjà cette disparition : plus de passage, plus de lien social, une dégradation du service qui devient intolérable. Les facteur·trices, eux, sont laissé·es seuls face à une charge de travail qui explose, fatigués, usés, et sans soutien.

Il est temps de se lever, de faire front commun et de dire NON à cette casse organisée ! Nous exigeons la sauvegarde des emplois, le maintien du service public postal, et la reconnaissance du rôle vital de nos facteurs et des bureaux de poste seul lien qui reste dans certains territoires

La seule réponse viable, c'est la mobilisation massive, la grève générale pour stopper cette destruction et défendre nos droits, notre territoire, et notre société.

À quand la résistance collective pour faire entendre nos voix et imposer un changement radical ?

Notre avenir ne doit pas être bradé pour le profit. Mobilisation, unité, action !

CNT-SO Poste Nouvelle-Aquitaine

AU DANEMARK, LA POSTE NE DISTRIBUERA PLUS LE COURIER

À PARTIR DU 1ER JANVIER 2026 !

C'est une première en Europe alors que le Canada à fait la même annonce.

Postnord se justifie avec une perte de 90 % du trafic courrier depuis 2000 et va donc supprimer un tiers de ses effectifs (1500 emplois sur 4500) et se concentrer sur la livraison des colis. Une partie des facteur·trices sera embauchée par une autre boîte privée, spécialisée dans la distribution des journaux. Cette Entreprise DAO, compte beaucoup d'emplois précaires et toutes les correspondances privées vont dépendre de sa capacité à prendre le relais de Postnord, ce qui suscite beaucoup d'inquiétude pour la population qui dépend d'un service fiable.

Cette annonce crée une crise pour les travailleurs de Postnord et pour les résidents vulnérables, qui n'ont pas accès aux solutions digitales.

On estime qu'il y à 271 000 personnes qui dépendent des lettres physiques pour la communication avec les hôpitaux, et autres institutions.

Avec la suppression des boîtes aux lettres traditionnelles l'accès aux services postaux va être encore plus difficile pour les habitants.

DZEVAD RAMIC, PRÉSIDENT DE 3F POST, A DÉCLARÉ :

« DEPUIS QUE LES RESPONSABLES POLITIQUES DANOIS ONT DÉCIDÉ DE LIBÉRALISER LE MARCHÉ DU COURRIER, NOUS AVONS TRAVAILLÉ INTENSEMENT POUR SENSIBILISER LES MÉDIAS ET LES DÉCIDEURS POLITIQUES AUX CONSÉQUENCES DE CETTE DÉCISION. L'OBJECTIF DE LA LIBÉRALISATION ETAIT DE FAIRE BAISSER LES PRIX ET D'AMÉLIORER LES NIVEAUX DE SERVICE. OR, DEPUIS SON ENTRÉE EN VIGUEUR EN 2023, LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE PLUS DE 100 %, TANDIS QUE LES NIVEAUX DE SERVICE SE SONT CONSIDÉRABLEMENT DÉTÉRIORÉS. LA SEMAINE DERNIÈRE, NOUS AVONS ASSISTÉ À LA CONSÉQUENCE ULTIME : LA SORTIE DE POSTNORD DU MARCHÉ, LAISSANT DERRIÈRE ELLE UN MONOPOLE PRIVE DANS NOTRE INFRASTRUCTURE CRITIQUE - AVEC DE GRAVES CONSÉQUENCES POUR LES HABITANTS ET LES EMPLOYÉS. »

CNT-SO Poste 95

INTERNATIONAL :

BRUIT DE BOTTES...

La pratique syndicaliste révolutionnaire **ne saurait se limiter à la lutte revindicative immédiate**, au sein des entreprises, de même que l'horizon de nos combats n'ignore pas le contexte de la situation internationale. Le syndicalisme réformiste a depuis longtemps inscrit son action dans le seul cadre hexagonal, aussi n'assume-t-il aucun travail éducatif sur la marche du monde. Comprendre ce qui se passe sur le plan international est pourtant décisif car les conséquences pour les travailleurs de ce pays sont immenses.

- Les États, dans le monde entier, se livrent à une concurrence économique acharnée pour préserver ou gagner de nouvelles parts de marché. Les USA entendent conserver leur hégémonie impérialiste face à une Chine de plus en plus menaçante. Aussi le gouvernement américain impose par la force des règles sur le plan des échanges qui visent à maintenir sa domination. Nous assistons à la fin de la période dite de « mondialisation » qui concevait les